



Assemblée générale Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

A/38/554
S/16115
3 novembre 1983
FRANCAIS

ORIGINAL : ESPAGNOL/ANGLAIS

OR LIBRARY

NOV 24 1983

ASSEMBLEE GENERALE
Trente-huitième session
Point 145 de l'ordre du jour
LA SITUATION A LA GRENADE

CONSEIL DE SECURITE
Trente-huitième année

Lettre datée du 2 novembre 1983, adressée au Secrétaire général par
le Représentant permanent de Cuba auprès de l'Organisation des
Nations Unies

J'ai l'honneur de vous transmettre le texte de deux déclarations du Ministère des relations extérieures de Cuba en date, respectivement, des 28 octobre et 1er novembre 1983. Je vous prie de bien vouloir faire distribuer ces déclarations en tant que document officiel de l'Assemblée générale, au titre du point 145 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent,

(Signé) Raúl ROA-KOURI

ANNEXE I

Déclaration du Ministère des relations extérieures de Cuba,
en date du 28 octobre 1983

[Original : anglais]

Nous informons la population que, selon des déclarations officielles faites aujourd'hui, 28 octobre, par le Pentagone, il y aurait encore à la Grenade 1 000 Cubains, dont près de 500 combattraient dans les montagnes, si bien qu'il allait peut-être falloir des semaines aux forces américaines pour se rendre totalement maîtresse de la situation. Ces chiffres et hypothèses rendus publics par les chefs militaires des Etats-Unis ne sont que l'effet de leur imagination et de leur panique. Ils croient à présent voir des résistants Cubains derrière chaque arbre, chaque rocher.

Comme cela a été expliqué, le nombre total des Cubains sur l'île au moment de l'invasion n'a jamais atteint le chiffre de 800. Il y avait en fait 636 coopérants du Ministère de la construction, 17 du Ministère de la santé publique, 12 du Ministère de l'éducation, six du Ministère de l'agriculture, six du Ministère des transports, six du Comité d'Etat pour la coopération, cinq du Ministère de la pêche, trois du Ministère des industries de base, trois du Ministère de la culture, deux du Ministère du commerce intérieur, un du Ministère des communications, un du Ministère du commerce extérieur, un de l'Institut national des sports, de l'éducation physique et des loisirs, un du Conseil central de planification, 43 du Ministère des forces armées, neuf du Ministère de l'intérieur, 12 membres des deux équipages et escortes de l'avion AN-26 arrivé à l'aéroport de Grenville la veille de l'invasion, deux passagers qui se trouvaient à bord de cet appareil : le colonel Tortolo et le camarade Carlos Diaz, du Département de l'Amérique du Comité central, et 18 membres de la mission diplomatique, y compris des femmes et des enfants, soit au total 784 Cubains, dont 44 femmes.

Sur les 43 coopérants du Ministère des forces armées, 22 seulement étaient des militaires, le reste étant des traducteurs et du personnel de service.

Si le chiffre de 638 est considéré comme le nombre exact, y compris les blessés, des Cubains détenus par les forces armées des Etats-Unis, d'après la déclaration du Pentagone, et si l'on y ajoute les 85 Cubains se trouvant dans la capitale, qui relèvent de notre mission diplomatique, il ne manquerait alors que 61 personnes. Si l'on soustrait de ces 61 ceux qui sont morts au combat et dont on ignore encore le nombre étant donné que le Gouvernement des Etats-Unis a refusé de fournir des renseignements à ce sujet, il resterait seulement à déterminer le sort d'un très petit nombre de Cubains qui peuvent s'être dispersés.

Il est même possible que certains se soient réfugiés dans les montagnes, mais leur nombre serait très restreint, car les effectifs cubains avaient pour instruction s'ils étaient attaqués, de combattre sur place dans leurs camps et sur leurs lieux de travail à l'aéroport en construction. Leurs positions étaient situées sur une petite péninsule étroite où il était pratiquement impossible de se retrancher.

/...

Dès lors, d'où peut venir ce chiffre de 500 Cubains qui résisteraient dans les montagnes? L'armée américaine a-t-elle donc si peur? Comment ne comprend-elle pas qu'elle se couvre de ridicule et que, tôt ou tard, on verra que les chiffres donnés par Cuba sont irréfutables?

De plus, le Président des Etats-Unis, - mentant honteusement à la population de son pays comme s'il voulait tenter de justifier son comportement criminel - a déclaré hier qu'une base militaire était en construction à la Grenade et que d'énormes dépôts d'armes cubaines avaient été découverts, armes destinées selon lui à d'autres mouvements révolutionnaires. Ces déclarations ne sont que des mensonges cyniques et éhontés.

Les bâtiments dans lesquels vivaient les Cubains travaillant à la construction de l'aéroport, n'étaient même pas fortifiés, ce qui aurait pourtant été nécessaire en cas d'agression mais démontrait le caractère strictement civil de cet aéroport.

Le dépôt d'armes occupé, dans lequel se trouvaient quelques milliers de fusils, appartenait à la milice de la Grenade. Malheureusement, ces fusils, propriété exclusive du Gouvernement de la Grenade qui les avait sous sa garde, n'ont jamais été distribués à la population en raison des événements intérieurs regrettables survenus dans le pays les jours précédant l'invasion.

Le personnel cubain n'avait absolument rien à voir avec ces armes.

Les fascistes hitlériens font figure d'agneau quand on entend les mensonges désespérés proférés par les porte-parole du Gouvernement des Etats-Unis afin de justifier ses crimes.

Certains ont même dit que des silos pour missiles stratégiques étaient en construction à la Grenade.

Le fait que le Gouvernement des Etats-Unis ait interdit à la presse de son propre pays de suivre les événements et de confirmer les mensonges infâmes du gouvernement est hautement suspect.

Comment peuvent-ils affirmer que les coopérants et les ouvriers qui construisaient l'aéroport étaient des militaires professionnels hautement qualifiés? N'aurait-il pas été plus simple de laisser une douzaine de journalistes leur parler, leur poser des questions et confirmer la vérité?

Les événements à la Grenade prouvent la mentalité fasciste, agressive et démente du Gouvernement actuel des Etats-Unis.

Nous espérons que la résistance héroïque des Cubains et des Grenadins face à cette attaque inattendue et traîtresse aura appris aux Etats-Unis que leurs aventures dans le monde ne seront pas des promenades militaires et que les peuples, ne les craignant plus, seront invincibles lorsqu'ils seront déterminés à se battre.

ANNEXE II

Déclaration du Ministère des relations extérieures de Cuba en
date du 1er novembre 1983

[Original : espagnol]

Nous informons la population que le Comité international de la Croix-Rouge s'est heurté à de grandes difficultés pour faire évacuer de la Grenade les blessés et les morts cubains.

La Croix-Rouge internationale n'avait reçu hier que des renseignements incomplets et fragmentaires sur les morts, les blessés et les prisonniers. On ignore la situation des blessés cubains qui pourraient se trouver à bord de navires nord-américains ou dans des hôpitaux de la Barbade et de Porto Rico, et l'on ne dispose à leur sujet que d'indications officieuses communiquées à la presse ou à la Croix-Rouge directement. Cette dernière a d'ailleurs prié le Gouvernement cubain de ne pas divulguer les renseignements partiels qui lui avaient été fournis jusqu'à présent, requête que nous avons rigoureusement respectée.

Hier, lundi 31 octobre, à 15 heures heure locale, l'Ambassadeur des Etats-Unis à la Grenade a rencontré, en compagnie d'un amiral et d'un général de corps d'armée, l'Ambassadeur de Cuba dans ce pays. Au cours de cette entrevue, le représentant nord-américain s'est refusé à fournir les précisions que l'Ambassadeur de Cuba sollicitait sur les morts, les prisonniers et les blessés, en se bornant en fait à signaler que la Croix-Rouge s'occuperait des morts et des blessés et que le reste du personnel ne pourrait être évacué que "lorsque cesseraient les hostilités".

En réalité, les Etats-Unis convertissent ainsi en otages les collaborateurs cubains qui sont en son pouvoir en gage d'une cessation des hostilités. Personne n'est par ailleurs en mesure de savoir si les hostilités se poursuivent ou non, qui les poursuit et dans quelle région du pays.

Hier encore deux fonctionnaires du Comité d'Etat pour la coopération économique détachés à l'Ambassade de Cuba ont été arrêtés dans la matinée, envoyés au camp de prisonniers installé dans les anciens bâtiments du personnel de chantier cubain, à Point Salines, et ramenés par la suite à l'Ambassade. A cette occasion, ils ont appris qu'il y avait un certain nombre de blessés, soignés par les médecins cubains, et que 34 femmes cubaines se trouvaient parmi les prisonniers détenus au camp. Dans l'après-midi, deux autres fonctionnaires affectés à l'Ambassade ont été appréhendés alors qu'ils effectuaient des démarches indispensables, essentielles aux travaux de notre représentation diplomatique. A ce jour, nous sommes sans nouvelles d'eux.

Alors que les contacts entre les représentants de Cuba et des Etats-Unis à la Grenade étaient supposés se poursuivre au cours des jours à venir, aujourd'hui mardi, notre représentation diplomatique à la Grenade se trouve, depuis 5 h 45 du matin, encerclée de troupes yankees qui interdisent à quiconque d'y entrer ou d'en

sortir. A midi quarante-cinq, l'Ambassade a reçu par une note de M. Paul Scoon - qui s'intitule Gouverneur de la Grenade et qui n'est autre que le représentant fantoche des forces d'occupation yankees - l'informant que le personnel diplomatique cubain devait quitter le pays dans les 24 heures.

Devant la gravité de ces faits, le Gouvernement cubain a fait parvenir, à 17 heures, la note suivante au Bureau chargé des intérêts des Etats-Unis à La Havane :

- "1. M. Paul Scoon, sans mandat de représentation ni autorité juridique d'aucune sorte et agissant de toute évidence sur les instructions du Gouvernement des Etats-Unis, a ordonné au personnel diplomatique cubain à La Havane de quitter le pays dans les 24 heures.
2. Le personnel diplomatique cubain, à l'exception des femmes et enfants, a reçu pour instructions de ne pas quitter la Grenade tant que ne l'auront pas fait tous les collaborateurs cubains qui travaillaient dans le pays, y compris les prisonniers, les morts et les blessés.
3. L'ordre reçu ne pourra être exécuté que par la force et par l'intervention des troupes des Etats-Unis.
4. L'Ambassade de Cuba est cernée et harcelée par les troupes des Etats-Unis, qui ne laissent entrer ou sortir quiconque.
5. Le Gouvernement cubain rend le Gouvernement des Etats-Unis entièrement responsable de tout ce qui pourrait arriver au personnel diplomatique cubain et à l'Ambassade de Cuba à la Grenade."

Ces faits ont été communiqués au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, au Gouvernement britannique - M. Paul Scoon étant supposé représenter la Couronne - ainsi qu'au Président du Gouvernement espagnol et au Président de la Colombie, qui se sont chargés des formalités relatives à l'évacuation des morts, des blessés et des prisonniers cubains ainsi que des autres coopérants en provenance de Cuba et d'autres pays. L'un et l'autre présidents ont, de surcroît, insisté sur la nécessité d'une reprise des contacts entre les représentants de Cuba et des Etats-Unis à la Grenade afin d'examiner et de résoudre ce problème.

Au sujet de ces manoeuvres troubles des Etats-Unis et des provocations lancées contre notre pays, une dépêche de l'Agence France-Presse annonçait aujourd'hui ce qui suit :

"Les diplomates nord-américains accrédités dans plusieurs pays d'Amérique centrale et d'Amérique latine ont été mis en état d'alerte, à la suite des 'menaces qui procèdent, semble-t-il, de Cuba' a aujourd'hui annoncé, à Washington, le Département d'Etat.

Le Gouvernement nord-américain prend ces menaces 'très au sérieux' et l'affaire 'préoccupe énormément les Etats-Unis', a déclaré le porte-parole du Département d'Etat, John Huges.

Le porte-parole nord-américain a évoqué, sans plus de précision, de récentes 'actions terroristes dirigées contre les Etats-Unis en Bolivie, en Colombie, à Porto Rico et au Venezuela'.

Toute incitation, de la part de Cuba, à des actes terroristes dirigés contre des objectifs nord-américains constituera, si on en obtient la preuve 'un événement d'une gravité extrême', a enfin signalé le porte-parole du Département d'Etat."

Dans le même ordre d'idées, le Directeur du Bureau chargé des intérêts des Etats-Unis à Cuba a transmis, dans l'après-midi du 29 octobre, le mémorandum suivant du Gouvernement des Etats-Unis :

"Nous avons été informés que Cuba avait ordonné que des actions terroristes contre des citoyens nord-américains résidant à l'étranger.

Nous espérons que ces renseignements sont faux, mais ne pouvons écarter la possibilité qu'ils ne le soient pas.

Les Etats-Unis ne toléreront aucune action terroriste contre ses citoyens ni contre des installations nord-américaines, qu'elles soient publiques ou privées.

Nous estimons, à la lumière des renseignements qui nous sont parvenus, que la responsabilité de toute action terroriste qui serait menée sur l'instigation de Cuba incomberait au gouvernement de ce pays.

Le Gouvernement cubain doit comprendre que les Etats-Unis n'hésiteront pas à prendre les mesures appropriées pour riposter à ces actions."

Dans l'après-midi du même jour, Cuba a répondu à ce mémorandum en ces termes :

"1. L'idée que Cuba a donné des instructions pour que soient menées des actions terroristes contre des citoyens nord-américains à l'étranger relève de l'imagination pure ou encore de la panique que suscite chez le Gouvernement des Etats-Unis la mauvaise conscience de ses crimes; elle peut également être le fait d'informations erronées ou, une fois encore, d'un grossier mensonge du Gouvernement de ce pays, puisque les manifestations de solidarité que sollicite Cuba sont toujours de caractère politique.

2. Ce qui pourrait arriver en d'autres régions à des citoyens nord-américains n'a rien à voir avec Cuba ni avec de prétendues instructions cubaines, qui à aucun moment n'ont été données ni ne pourraient l'être; ce serait bien plutôt le fait de l'irritation qu'éprouvent des millions d'individus dans le monde face aux actions barbares et brutales dont le Gouvernement des Etats-Unis se rend coupable. Cuba s'est toujours opposée à ce que des êtres innocents fassent l'objet de représailles.

3. La menace que contient implicitement le mémorandum nord-américain est superflue et ne nous intimide en rien. En cas d'agressions nord-américaines contre Cuba, notre peuple tout entier saura leur donner la réponse qu'elles méritent."

Le Gouvernement des Etats-Unis ayant estimé avoir le droit de rendre publiques ces allégations provocatrices, le Gouvernement cubain estime qu'il y a également lieu de rendre public l'échange de ces messages.

Au moment de la rédaction de la présente déclaration, aucune autre nouvelle ne nous était parvenue du Comité international de la Croix-Rouge concernant l'évacuation des blessés et des morts cubains.
